

ÉDITORIAL

Sisyphé ! On le dit fatigué... On se lasserait à moins. Il a suffi que des gosses de maternelle soient pris en otages pour que le Ministre ait l'occasion d'entériner officiellement une des manifestations les plus évidentes du retour du balancier : la tendance de l'école à se recroqueviller, à se refermer, à se renfermer. Sanctuaire...

L'ouverture n'était pourtant pas si grande ni l'école si décoiffée par le vent du large. Mais il y avait des efforts... qui participaient d'une évolution de longue haleine et qu'on imaginait, avec ses hauts et ses bas, ses caricatures et ses avancées, irréversible. C'est dit... il faut revenir de ces errements. On parle de "rescolarisation". Une opinion inquiète applaudit aux discours prônant le retour au sérieux, à l'effort, au rituel. Les savoirs s'enseignent et c'est l'affaire exclusive d'une institution spécialisée et de professionnels dans le seul contexte possible : le champ clos.

Un instituteur, exerçant volontairement en ZEP : *"Là où je travaille, un enfant en difficulté a moins de chances de s'en tirer qu'ailleurs !"*. L'effet de surprise passé, il faut l'entendre... car ce qu'il dit à propos des ZEP est exemplaire.

Il est vrai que les quelques moyens alloués et l'incitation à collaborer avec les instances éducatives proches ont effectivement permis de "faire autre chose". Mais les acteurs les plus engagés, minoritaires, entourés au mieux de scepticisme, sans assistance ni guidance véritables dans leur invention d'une autre école, ont-ils pu mettre en œuvre toutes les possibilités offertes alors que rôdait l'insidieuse idée que pour ces "enfants-là", s'il convenait de s'y prendre autrement, c'était parce qu'ils ne pouvaient satisfaire aux exigences de l'école ? Exigences que ne remettaient en cause ni le corps enseignant dans sa grande majorité ni l'opinion en général qui ont "perçu" les ZEP négativement, pourrait-on dire. Elles n'ont pas été l'occasion pourtant officiellement accordée d'explorer d'autres voies ressenties comme nécessaires par et pour tous, un champ d'expériences communautaires ardemment souhaitées par les professionnels et les usagers de l'école, mais comme un pis-aller qui, entérinant un fonctionnement inégalitaire, chercherait à ne pas ajouter à l'échec de ces "enfants-là" la souffrance de leur confrontation à d'impossibles obligations. Comment s'étonner dans un climat aussi pernicieux, de la diminution des attentes et d'un "effet Pygmalion" garanti ? Comment s'étonner que ceux qui ont toujours été hostiles aux ZEP - ou à toute autre innovation de ce type - trouvent maintenant arguments dans les difficultés qu'ils ont contribué à provoquer ?

C'est bien pour ces raisons que la restauration actuelle paraît inéluctable. Tous ceux qui la déplorent ont-ils fait le nécessaire pour qu'elle ne soit pas ? Ceux qu'on pouvait croire sur la barricade mais qui criaient à l'utopie devant des solutions dans la logique des analyses qu'ils disaient partager. Ceux encore qui acceptaient une évolution à condition qu'elle soit limitée à des mesures internes et qui ont eu peur des alliances, du débat public, d'une redistribution des rôles, et qu'en définitive *"l'héroïne principale - l'école - soit éclipsée par les figurants"*¹. Ceux enfin qui, dans la surenchère et au nom d'on ne sait quelle libération, refusaient toute idée de rigueur et de contrainte dans la recherche d'autres conditions d'apprentissage, prêtant ainsi le flanc aux dénonciations des contempteurs de poissons rouges dans le Périer. En avons-nous, nous et d'autres heureusement, entendu de la part de ceux-là sur nos idées et nos propositions, sur la déscolarisation et ses traductions concrètes par exemple. Le manque de conviction a toujours dénaturé les innovations et conforté les attentistes en leur donnant les preuves qu'il convenait assurément de ne rien changer. *"Ainsi, les adversaires d'un projet triomphant-ils en montant en exergue les caricatures qui ne manquent pas d'apparaître dès qu'il prend quelque ampleur"* écrivions-nous en 1984, et nous pourrions ajouter : dès qu'il se heurte à la réticence du plus grand nombre.

Mais ce serait une erreur de juger des heurs et malheurs de l'ouverture de l'école en ne considérant que ses aspects pédagogiques et institutionnels qui ne sont, en fait, que les manifestations secondes d'une

¹ Voir dans ce numéro l'article d'Yvonne Chenouf, *Les actes d'amplitude*.

réalité sociale et politique. C'est peu de dire que l'analyse critique de l'idéologie de la réussite individuelle et de la méritocratie n'est partagée que par une minorité militante. Les concepts de coéducation, de pédagogie communautaire et de promotion collective sont nés de la réflexion de spécialistes et de professionnels de l'éducation et n'ont jamais figuré ni dans les catalogues des revendications syndicales ni dans les programmes des partis de gauche. Tout au plus, les uns comme les autres prennent-ils acte d'une évolution et réclament-ils les moyens pour que l'école s'adapte aux mutations économiques et sociologiques. Nulle ébauche, nulle part, d'un projet politique d'aussi vaste envergure que celui qui a instauré l'école de Jules Ferry. Nulle attente sociale d'une autre école qui n'aurait d'ailleurs pas eu de "hussards noirs" d'un genre nouveau assez déterminés pour la mettre en place. Au contraire, en cette période de régression, c'est plutôt la confusion qui règne. Alors que la droite ne semble plus éprouver le besoin qu'une école d'État assure les jours à venir en contrôlant l'éducation des classes dangereuses... on pouvait récemment lire dans une contribution au renouveau d'un parti de gauche ² que *"l'école a deux missions : instruire et former le citoyen"* et que *"si le pédagogisme obscurantiste n'a pas encore eu raison de la première mission, nous le devons uniquement à l'obstination des maîtres à faire la classe"*. Quant à la deuxième mission, elle a été victime de *"l'ouverture de l'école"* rapidement assimilée *"à une dépendance vis à vis des volontés particulières pourvu qu'elles soient des groupes de pressions"*. La partie des classes moyennes qui penche à gauche et qui s'accommode aisément d'un système ségrégatif dont elle a tiré profit dans un passé récent, essaie donc de remettre en selle une école "républicaine" en crise. En continuant à la définir comme *"un lieu de liberté qui doit arracher l'enfant à (son) environnement immédiat et l'élever à l'universel humain"*, elle proclame son attachement à ses finalités et donc à son organisation et à son fonctionnement. Tout projet "d'ouverture" qui risque de faire de l'école un lieu où les savoirs résulteraient de pratiques sociales théorisées est donc aventureux parce qu'il porte atteinte, en ne l'isolant plus, à sa capacité "d'instruire" et de "former". On ne saurait, sous couvert de pallier un *"déficit républicain"* affirmer un plus grand conservatisme et une plus grande indifférence aux effets connus d'un système historiquement daté.

Michel VIOLET

² Le déficit républicain. Le Nouvel Observateur, 17-23 juin 1993, p.54